

Notre-Dame-des-Landes

les partisans du projet ripostent

Elus et milieux d'affaires médiatisent leur positionnement favorable au projet.

Jean-Marc Ayrault durcit le ton à l'égard des dirigeants écologistes.

L'heure de la riposte a sonné pour les partisans de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Elus, parlementaires et représentants des milieux d'affaires acquis à la cause de ce projet tiennent une conférence de presse aujourd'hui sur ce dossier hypersensible. L'objectif est clairement affiché : démonter pièce par pièce la « *présentation caricaturale de bétonnage* » à laquelle les opposants ravalent ce chantier.

Jacques Auxiette, président (PS) de la région des Pays de la Loire ou encore Edmond Hervé, ancien maire de Rennes et sénateur (PS) d'Ille-et-Vilaine, qui comptent parmi les défenseurs historiques de ce projet, devraient contre-attaquer sur le terrain de ses détracteurs, celui de l'écologie. Maintenir en activité et développer Nantes Atlantique, l'actuel aéroport, n'est pas concevable, selon eux, sauf à accepter d'étendre le périmètre des nuisances sonores sur l'agglomération. Impensable et extrêmement coûteux eu égard aux mesures d'adaptation nécessaires de l'habitat, devraient-ils plaider.

Les partisans du projet feront également valoir les récentes initiatives annoncées par Matignon pour améliorer le projet. Le comité de scientifiques, chargé de donner son avis sur les mécanismes de compensation des zones humides recouvertes par les pistes doit être installé dans les jours à venir. Son verdict pourrait tomber aux environs de Noël. Aucun défrichage n'est possible d'ici là. Et encore faudra-t-il que ce comité se montre relativement clément. « *Soit son expertise permettra de lever la réserve émise sur le respect de la loi sur l'eau à l'issue de l'enquête publique. Soit il imposera aux maîtres d'ouvrage, l'Etat et Vinci, de revoir toute leur copie* », explique un proche du dossier. A ce dernier stade, la relance d'une procédure d'enquête publique n'est pas à exclure. De quoi retarder, dans ce cas, le démarrage des travaux de six mois par rapport au calendrier prévu.

Jouer sur le temps

Ce décalage ne serait pas forcément vu d'un mauvais oeil par Matignon qui pense réduire les oppositions avec le temps. La commission du dialogue, annoncée le week-end dernier, elle aussi, « *prendra son temps, de quelques semaines à quelques mois* », indique un autre proche du dossier. Mais apaisement ne vaut pas renoncement.

C'est bien ce que craignent les élus d'Europe Ecologie - Les Verts (EELV). Tout en prenant acte « *avec satisfaction* » de la création de cette commission, la formation écologiste a demandé au gouvernement des garanties sur sa composition et sur sa feuille de route. Elle en attend une remise à plat du projet, le contexte ayant complètement changé depuis la déclaration d'utilité publique, en 2009. Reçu aujourd'hui à l'Elysée, le patron d'EELV, Pascal Durand, compte interpellier le chef de l'Etat. Sans garantie d'être entendu. Dans une interview au « Point », Jean-Marc Ayrault durcit le ton à l'égard des écologistes. « *Ils est impensable qu'ils s'associent à des anarcho-autonomes* » qui « *font de la casse* » à chaque manifestation.

Les Echos

Par Joël Cossardeaux